

avons déposé hier ce que j'appelle «les grandes lignes» de la nouvelle politique de l'énergie. Ce sont les principes qui ont été établis hier. Il reste beaucoup de choses à faire. Il reste à analyser ces principes, à établir les mécanismes par lesquels ces principes vont évoluer. Ce n'est pas tout d'établir les principes, il faut avoir des mécanismes qui vont fonctionner dans la meilleure entente possible.

Je fais donc appel, en terminant, à tous mes collègues pour qu'ils aient une attitude ouverte face au problème, pour qu'ils fassent abstraction des émotions qu'on peut tous avoir à divers moments lorsque, évidemment, des enjeux aussi importants nous sont présentés. Je peux assurer la Chambre qu'en tant que député du Québec, tout autant que mes collègues de l'Alberta qui représentent les intérêts de cette province, je suis préoccupé par ce problème, et je ne voudrais pas que ma province soit victime d'une décision fédérale pas plus, je pense, que nos collègues de l'Alberta souhaiteraient qu'il en soit ainsi. Par contre, je suis convaincu que nos collègues de l'Alberta, comme nous du Québec, désirent que soit établie, dans la bonne collaboration avec les gouvernements provinciaux, la meilleure politique de l'énergie possible, face à la situation actuelle qui est urgente, mais surtout, et c'est ce qui est beaucoup plus important, face aux besoins à moyen et à long termes du Canada. Le Canada ayant hérité, grâce à la Providence, d'une situation vraiment avantageuse sur le plan de l'énergie, si nous réussissons à nous entendre et à établir une politique objective bonne pour tous les Canadiens nous réussirons ainsi, monsieur le président, à susciter chez nous un développement économique fantastique. Si l'on considère les difficultés des pays d'Europe, celles de notre voisin du Sud, celles du Japon, et que l'on considère aussi le potentiel énergétique à long terme du Canada, si l'on réussit, en collaboration, à établir cette politique de développement rationnel de nos énergies, on pourra susciter au Canada un développement industriel important, puisque l'industrie a besoin de ressources énergétiques pour se développer. Il se trouve que le Canada est le seul pays qui possède actuellement ces ressources énergétiques abondantes, qui possède un personnel compétent, une population laborieuse et des gouvernements responsables. Sur ce, monsieur le président, je suis certain que nous allons ensemble trouver la bonne solution.

[Traduction]

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, je ne participe d'habitude pas aux discussions portant sur la politique pétrolière ou la mise en valeur du pétrole dans ce pays, mais je ne me sens guère embarrassé ni même intimidé de me lancer dans le débat. Il semble que si l'on descend l'échelle, depuis le premier ministre (M. Trudeau) jusque tout en bas, il se trouve beaucoup de personnes qui pêchent par amateurisme pour ce qui est de la mise sur pied, dans notre pays, d'une politique pétrolière. J'aimerais signaler au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde), et à tous ceux qui siègent aujourd'hui à la Chambre, que c'est rendre un bien mauvais service à mes commettants de l'Île-du-Prince-Édouard, ainsi qu'à tous ceux de la province de Québec et des autres régions de l'Est du Canada, que de ne pas participer au présent débat. A parler franchement, s'il est un aspect de la politique gouvernementale qui m'inquiète aujourd'hui, c'est bien que l'on semble quasi ignorer les besoins en pétrole de l'Est du Canada. Je ne suis pas seulement inquiet, mais perplexe.

M. Lang: Et l'énergie nucléaire?

Approvisionnements d'énergie—Loi

M. MacDonald (Egmont): Elle peut inquiéter le ministre mais, à moins qu'il n'établisse une centrale nucléaire dans les prochaines semaines, le voici dans une situation qui n'a rien de commun avec celle que connaît actuellement le pays. Ne croyez pas que je me perde dans les nues. Je veux parler de certaines réalités d'aujourd'hui, des semaines et des mois à venir. S'il est vrai que nous sommes ici pour légiférer et établir des lignes de conduite pour que notre pays s'épanouisse progressivement et harmonieusement, notre premier souci doit cependant être de régler les problèmes qui se posent à nos concitoyens, dans l'immédiat. En notre qualité d'hommes politiques, nous devrions tous en avoir conscience.

Je le répète, cela non seulement me trouble mais me laisse perplexe de voir que le premier ministre du pays, présentement à la tête d'un groupe considérable de députés de sa province natale de Québec, ne tient pas compte de la situation que connaît cette province. Comme mon préopinant l'a prétendu, il est possible que le gouvernement du Québec n'ait pas été pleinement informé des problèmes qu'entraînent la pénurie et la hausse des prix du pétrole dans la province, ou bien il n'en est pas conscient. Je suis certain que dans les semaines à venir les gouvernements du Québec et du Canada se rendront davantage compte de la gravité du problème au Québec et dans les quatre provinces de l'Atlantique.

Je n'ai aucune excuse à présenter pour avoir consacré tout mon temps de parole à la situation du pétrole dans l'Est du Canada. Je dois reconnaître que les nouvelles nationales m'ont laissé perplexe hier soir. On a rapporté la déclaration faite ici hier après-midi comme s'il s'agissait du retour du Messie. On en parlait en termes euphoriques, comme de la solution à tous les problèmes que nous pose depuis quelques mois ce que l'on a appelé la crise de l'énergie.

Après un bref commentaire des propos du premier ministre, le principal lecteur, M. Lloyd Robertson, a terminé en disant qu'il fallait reconnaître que la déclaration du premier ministre n'éclaircissait vraiment pas la situation et qu'elle soulevait plus de questions qu'elle ne donnait de réponses. Après quelques autres remarques dans la même veine, on commençait à se demander les raisons de cette euphorie. Il était peut-être difficile pour Radio-Canada, dans sa sagesse, d'aborder la question d'une manière plus objective, plus neutre. Car, après tout, nous vivions cette semaine un drame dont l'intensité allait grandissante. On avait raison de croire que mes amis, assis à ma gauche, n'appuieraient pas le gouvernement lors de la présentation de la motion de confiance lundi prochain. J'emploie «gauche» au sens physique, parce que, au point de vue de la substance de leur doctrine, ils se sont déplacés vers ma droite au cours des quelques derniers mois. Ils ont provoqué une sorte de suspens, insinuant que peut-être ils n'appuieraient pas le gouvernement. Il n'y a jamais eu de doute dans mon esprit à ce sujet.

M. Lalonde: Ils sont à la droite des libéraux.

M. MacDonald (Egmont): Je dirais même que les libéraux et les néo-démocrates essaient tous deux de se placer à la droite les uns des autres. Il reste à savoir s'ils y parviendront. Il n'y a eu à ce propos aucune surprise.

M. Lang: Pourquoi paraissez-vous si triste?

M. MacDonald (Egmont): Je vois que le ministre de la Justice (M. Lang) n'est pas très observateur. S'il m'avait regardé hier après-midi, je ne paraissais pas triste. En fait, je souriais intérieurement après avoir noté comme les gens